

Le retour britannique dans l'UE : rêve ou cauchemar ?

BREXIT Plusieurs dirigeants européens souhaitent une marche arrière du Royaume-Uni

- Theresa May devait présenter sa proposition sur le sort des Européens établis outre-Manche.
- Tandis que certains rêvent d'un non-Brexit.

Depuis le référendum du Brexit l'an dernier, les Européens avaient dû attendre un an, à cinq jours près, pour que les Britanniques viennent enfin à Bruxelles entamer formellement les négociations pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE. C'était lundi dernier. Il n'a pas fallu trois jours pour que des dirigeants sèment le doute sur le processus. Présentant le menu du Conseil européen jeudi, Donald Tusk en a surpris plus d'un : « Des amis britanniques m'ont demandé s'il était possible de faire marche arrière sur le Brexit. Je leur ai dit que l'Union européenne fut bâtie sur des rêves qui paraissent impossibles. Alors qui sait ? Vous pouvez dire que je suis un rêveur, mais je ne suis pas le seul », a conclu le président du Conseil européen avec ce vers célèbre de la chanson *Imagine* de John Lennon...

Peu après, les chefs d'État ou de

gouvernement, quelques dirigeants embrayaient. Mark Rutte, Premier ministre néerlandais : « Ce que j'espère, et dont je rêve un peu, c'est que pas à pas les Britanniques en arrivent à la position de vouloir rester liés au marché unique ou à l'union douanière européenne. Ce serait beau. » C'était enfin le nouveau « Taoiseach », le Premier ministre irlandais Leo Varadkar, qui rajoutait un couplet à la chanson, indi-

quant que la porte de l'UE reste ouverte pour le Royaume-Uni : « Les pays prennent des positions parfois très dures, qui sont des positions de négociation, et au bout du compte le résultat peut être beaucoup plus favorable. »

Rappelons que la Première ministre Theresa May a indiqué, dans sa lettre de notification officielle de la décision britannique

de quitter l'UE qui a lancé le processus et le décompte de deux ans, que son pays visait tant la sortie du marché unique que de l'union douanière européens. Ce qui est assimilé à la rupture la plus brutale : un « hard Brexit ».

Lors de la conférence de presse de clôture de la première session de travail du sommet, les journalistes ont tenté de tirer les choses

au clair avec Donald Tusk et son alter ego de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Lequel eut vite fait de couper court : « Je préfère ne pas avoir d'illusions pour ne pas les perdre. » Mais Tusk insistait encore, rajoutant de nouveaux termes à une liste de plus en plus longue : « La politique sans rêves serait un cauchemar (...) et avec mon expé-

rience, là d'où je viens, on sait que les miracles arrivent parfois. »

Une volte-face des Britanniques, rêve ou cauchemar ? Le Premier ministre belge Charles Michel a peu apprécié : « C'est le temps de l'action et de la certitude. Pas des rêves et de l'incertitude », a-t-il dit et twitté.

Y a-t-il donc quelque chose derrière ces quelques déclarations ? « Peut-être veulent-ils planter des graines dans les cerveaux britanniques, indiquer qu'il y a d'autres voies possibles que le hard Brexit, et soutenir les parlementaires britanniques de différents partis qui commencent à s'exprimer plus hardiment dans ce sens depuis les dernières élections », supputaient des journalistes britanniques.

Le collaborateur d'un dirigeant haut placé de l'UE, balayait toutes ces supputations, et le

« rêve » qui les a allumées : « C'est bizarre dans le chef de Tusk d'avoir parlé de la sorte. Il est logique que le Premier ministre irlandais s'exprime contre

« C'est le temps de l'action et de la certitude. Pas des rêves et de l'incertitude »

CHARLES MICHEL

le Brexit car son pays sera le plus impacté. Quant à Rutte, normal : il perd avec le Royaume-Uni son plus proche allié ! Et enfin, le Brexit n'est même pas un sujet important de ce sommet... »

Pas important, mais on attendait quand même avec curiosité l'intervention de Theresa May. La Première ministre britannique devait, en clôture du dîner de travail des 28, informer ses homologues de la « proposition générale », annoncée depuis quelque temps, que Londres a imaginée pour rassurer sur leur sort les 3 millions de citoyens européens vivant au Royaume-Uni. Ils sont plongés dans l'incertitude depuis le référendum de 2015. Et seront heureux d'apprendre que Theresa May leur a concocté plutôt un rêve qu'un cauchemar. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

défense L'Union européenne mitonne son « hard power »

Le « produit fini » reste imprécis. On voit bien l'emballage, pas l'objet. Mais la décision de principe, politique, a été prise jeudi au plus haut niveau : celui du sommet des chefs d'État ou de gouvernement. Comme avec l'euro, les pays européens vont se lancer dans un nouveau projet : celui d'une coopération inédite en matière militaire.

A terme, il s'agit surtout de renforcer et de coordonner les capacités militaires des États membres. De rapprocher les armées, de mieux s'équiper, afin notamment de s'engager, sur le terrain, à l'étranger, dans des opérations euro-

« L'histoire européenne montre que des bonds en avant se produisent quand il y a des crises »

CHARLES MICHEL

péennes de maintien de la paix, de gestion des crises, de formation militaire, de lutte contre le terrorisme, etc. De « contribuer à la paix et à la stabilité dans son voisinage (de l'UE) et au-delà », disent les conclusions du sommet.

A ce stade, cependant, il s'agit avant tout d'un projet politique : afficher, à l'adresse des opinions européennes parfois sceptiques, l'image d'une « Europe qui protège » et, à l'adresse du reste du monde, d'un Donald Trump à un Vladimir Poutine en passant par les djihadistes de tout poil, que l'UE n'est pas seulement un « soft power ». C'est « un pas historique », assure le président du

Conseil européen Donald Tusk. « C'est une vraie valeur ajoutée », juge la chancelière Merkel, longtemps réticente.

« Le tabou de l'autonomie stratégique

européenne est tombé avec la tendance isolationniste aux États-Unis », résume une source diplomatique. « Dans le contexte sécuritaire et des relations transatlantiques, il faut montrer que, sur la sécurité et la défense, l'UE est prête à investir davantage et à travailler plus ensemble », ajoute un haut responsable européen. « L'histoire européenne montre que des bonds en avant se produisent quand il y a des crises », observe le Premier ministre Michel, qui reconnaît toutefois que le « contenu opérationnel » reste à préciser.

En pratique, les leaders européens ont décidé de se lancer dans une « coopération structurée permanente » (CSP). Le dispositif complètera d'autres initiatives en cours : des financements pour le développement de prototypes d'armement, un financement commun

des « groupements tactiques » européens, un mini-QG installé à Bruxelles. La CSP était prévue dès le projet mort-né de Constitution européenne au début des années 2000. Elle a ensuite été coulée dans le marbre du Traité de Lisbonne (2009). Mais la CSP était depuis restée lettre morte. « Touche pas à ma défense nationale ! » restait le leitmotiv dans de nombreuses capitales, tandis que Londres, au nom d'une « relation spéciale » avec Washington, bloquait

toute velléité de faire de l'ombre à l'Otan. Depuis, le Brexit est passé par là, et le Royaume-Uni se montre « très constructif », selon la source européenne. Depuis des mois, les ministres des Affaires étrangères planchent sur le projet, sous la houlette de Federica Mogherini, la Haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité.

Les Vingt-Huit – Royaume-Uni compris... – sont donc convenus de « la nécessité de lancer » cette CSP, qui devra,

sur base volontaire, être « inclusive et ambitieuse ». L'établissement de cette coopération, par un vote qui ne devra recueillir que la majorité qualifiée des Etats membres, interviendra une fois agréée une liste « de critères et d'engagements contraignants » – à l'image des « critères de Maastricht », qui ont fixé

les conditions pour adopter l'euro. Cette liste doit être établie dans les trois mois par les Etats membres. Elle déterminera le ticket d'entrée pour faire partie de cet Eurogroupe de la Défense ou Union européenne de Défense, comme propose de l'appeler le *think tank* Grip.

Et c'est là que l'affaire se corse. La France, depuis longtemps (c'est-à-dire bien avant Macron) en flèche sur ce dossier, insiste sur le volet ambitieux du projet. C'est dans l'esprit du Traité. Lequel spécifie que cette CSP devrait être menée par « les Etats membres qui remplissent des critères plus élevés de capacités militaires (...) en vue des missions les plus exigeantes ». Mais nombre de « petits » pays, Belgique comprise, ne veulent entendre parler d'un club d'office restreint, d'une « Europe à deux vitesses », qui servirait surtout les intérêts de... l'industrie française de la défense. D'où le compromis, apparemment contradictoire, d'une CSP « inclusive » – tous à bord – mais « ambitieuse » – pour faire la différence.

La définition des critères, de ces engagements fermes, sera donc capitale. Comme le dit une source diplomatique (d'un « très petit » pays), « si on dit qu'il faut 50.000 parachutistes et 1.000 chars, cela pourra être compliqué ». Côté

français, on insiste sur le caractère « fusil à un coup du projet » : il faut que le seuil fixé – une fois pour toutes – pour faire partie du club permette de s'engager dans les missions les plus exigeantes... Pour la Belgique, par contre, « la CSP ne doit pas être exclusive mais ceux qui s'embarquent doivent être capables et volontaires ». Le pays compte bien « être dans le premier wagon ».

La CSP sera donc la plus inclusive... possible. Mais il « reste énormément de travail à accomplir », reconnaît un diplomate. La source européenne haut placée : « Les leaders franchissent le Rubicon mais il y a encore du chemin avant Rome ! » ■

PHILIPPE REGNIER

SANCTIONS CONTRE MOSCOU

Prolongées de six mois

Les Vingt-Huit ont donné leur feu vert jeudi au prolongement pour six mois des lourdes sanctions économiques imposées à la Russie pour son rôle dans le conflit ukrainien. Pour sa part, Charles Michel plaide pour un « dialogue politique de haut niveau avec la Russie », élargi à d'autres points que l'Ukraine, notamment les relations économiques mais aussi l'activisme du Kremlin en Syrie ou en Libye. (Ph.R.)